

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 NOVEMBRE 2004

Etaient présents : M. MAMERE, MM. MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme LUCBERNET-GARCIA, MM. DUBOST, PEREZ, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, DANE, FONSECA, GOURGUES, M. LABARTHE, Mme POUGNET-FORET, M. BEZIADE, Mmes FEDOU, OULD AMEZIANE, M. LACOSTE, Mme HEGOBURU, MM. RABEAU, PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

Mme ALLIN à M. PINAUD
M. RAYNAUD à M. LACOSTE
Mme JEAN à Mme BUISSON
Mme VIGANO à M. PEREZ
Melle CERON à Mme LUCBERNET-GARCIA
Mme RIVES à M. JOANDET

Absents : /

Secrétaire de la séance : M. DANE

1. RAPPORT ANNUEL 2003 DE LA C.U.B. SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique.

2. DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Le débat d'orientations budgétaires est l'application de la loi dite ATR relative à l'Administration Territoriale de la République adoptée le 6 février 1992 et qui contribue à une plus grande transparence et à favoriser le débat démocratique au sein des collectivités territoriales. Il doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent le vote du Budget Primitif. Il est donc procédé à des débats d'orientations, sans vote et sans entrer dans un débat technique budgétaire.

3. LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE POUR LE CHOIX D'UN PROGRAMMISTE EN MUSÉOGRAPHIE EN VUE DE L'AMÉNAGEMENT DU SITE DE LA CRÉATION FRANCHE AUX TERRES NEUVES

La Ville envisage l'aménagement du Site de la Création Franche aux Terres Neuves dans un bâtiment d'une surface de 1.200 m² sur deux niveaux. Il est décidé de lancer une étude de programme en procédure négociée, conformément à la loi MOP, pour le choix d'un architecte-programmiste en muséographie qui travaillera à la faisabilité technique et financière de l'opération.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 31 VOIX POUR – 4 NE PARTICIPENT PAS

4. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

A compter du 1^{er} décembre 2004, un emploi d'assistant socio-éducatif à temps complet sera créé, suite à la réussite d'un agent au concours correspondant.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR – 7 NE PARTICIPENT PAS

5. CRÉATION D'UN EMPLOI D'ATTACHÉ DE PRESSE JUNIOR

Il est décidé de créer, à compter du 1^{er} décembre 2004, un emploi d'attaché de presse junior chargé d'accompagner le plan média des grands projets d'urbanisme de la Ville et principalement de l'Opération de Renouvellement Urbain Yves Farge.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR – 2 CONTRE – 5 NE PARTICIPENT PAS

- 6. AVENANT À LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT CONCLUE ENTRE LA VILLE ET LA S.A.E.M.C.I.B.**
Cet avenant est approuvé suite à la décision par la Ville d'assurer la communication de l'Opération de Renouvellement Urbain de la Cité Yves Farge afin d'éviter le surcoût pour la S.A.E.M.C.I.B. de la création d'un service Communication et du recrutement de personnels (Cf. Délibération n° 5). En contrepartie, la S.A.E.M.C.I.B. remboursera le coût relatif à la création du poste d'attaché de presse augmenté d'un forfait lié aux frais de fonctionnement correspondant à cette mission.
ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR – 2 CONTRE – 5 NE PARTICIPENT PAS
- 7. IMPUTATION DE MOBILIER ET MATÉRIEL SUIVANT ARRÊTÉ DU 26 OCTOBRE 2001**
Il est décidé d'assimiler certains biens meubles à des biens immobilisés et de les affecter à la Section d'Investissement.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 8. DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET**
En cette période de l'exercice, il sera procédé à divers ajustements sur le budget de la Ville.
ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS
- 9. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION TERRE DE RIVIÈRES**
Afin de contribuer à l'effort de valorisation du patrimoine fluvial entrepris par cette association, une subvention de 760 Euros lui sera versée.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 10. CONTRAT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE - CONTRAT OPÉRATIONNEL DE LA COMMUNE DE BEGLES – ANNÉE 2004**
Au titre de l'année 2004, le Département vient de faire connaître sa participation financière d'un montant de 114.957 Euros pour les actions menées sur la commune. Il est décidé de signer une convention financière précisant la répartition pour chaque action.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 11. DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN LIEU DE VIE « CAFÉ SONS » COMPLÉTANT LES LOCAUX DU CABINET MUSICAL DU DOCTEUR LARSÈNE**
Le Cabinet Musical du Docteur Larsène intègre ses nouveaux locaux à l'automne 2004. Il s'agit de compléter ce dispositif en aménageant un lieu de vie articulant salle de concert et accueil des usagers. Compte tenu de la nature de ce projet et de son importance, des subventions au taux maximum seront sollicitées auprès du FEDER, de l'Etat et des collectivités locales.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 12. RENOUVELLEMENT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC ET PASSATION D'UN CONTRAT D'AFFERMAGE POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU CINÉMA « LE FESTIVAL » APRÈS APPEL À CANDIDATURE**
Ce contrat arrivant à échéance le 8 février 2005, il est décidé de procéder à un appel à candidature pour le choix du gestionnaire.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 13. VENTE DES OUVRAGES APRÈS DÉSHÉBAGE DES COLLECTIONS DE LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE**
La procédure de désherbage prévoit de proposer la vente des ouvrages défraîchis, en multiples exemplaires ou qui ne sont plus adaptés aux besoins. Le Conseil décide :
 - de fixer le prix de vente des ouvrages à 1 €
 - de réserver la vente exclusivement aux particuliers
 - de limiter le nombre de documents achetés à 10 par personne
 - de destiner les sommes recueillies à un organisme juridiquement constitué œuvrant pour le développement des réseaux de bibliothèques publiques.**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR**
- 14. RÉHABILITATION DE LA PISCINE ART DÉCO DE BEGLES – APPROBATION DU DOSSIER TECHNIQUE ET AUTORISATION DE LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES**
Afin de pouvoir démarrer les travaux relatifs à la réhabilitation de la piscine, le Conseil autorise Monsieur le Maire à lancer la procédure d'appel d'offres.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

15. REVERSEMENT À LA VILLE D'UNE SUBVENTION DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE TENNIS (RECONSTRUCTION DE LA SALLE GASTON ET JEAN MARTIN)

Le règlement de la Fédération Française de Tennis prévoit le versement de subventions, pour les constructions ou réhabilitations d'équipements tennistiques, uniquement aux clubs de tennis. Il sera demandé au C.A.B. Section Tennis le reversement de cette subvention de 16.000 Euros à la Ville, financeur de la réalisation de ces aménagements.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

16. DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'AMÉNAGEMENT D'UNE BAIGNADE SUR LE SITE DE LA PLAINE DES SPORTS (3^{ÈME} LECTURE)

Dans la délibération du Conseil Municipal du 23 septembre 2004, le montant indiqué était T.T.C., alors que l'attribution financière était H.T. C'est pourquoi, la Préfecture a demandé de redélibérer en troisième lecture, afin de pouvoir verser la subvention attribuée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

17. CONVENTION D'INTERVENTION ENTRE L' A'URBA ET LA VILLE DE BEGLES

Un programme d'activités est défini, chaque année, par le Conseil d'Administration de l'Agence d'Urbanisme, pour lequel il sollicite de ses différents membres le versement de subvention. Pour l'année 2004, le programme a été arrêté pour un montant de 15.250 Euros. Pour cela, il est décidé de signer la convention-cadre rappelant ces principes, puis la convention précisant le programme pour l'année 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

18. ACQUISITION RUE DILLY PROLONGÉE

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès au Parc de Mussonville et de son entretien, il est décidé de procéder à l'acquisition des deux parcelles cadastrées AZ 19 et AZ 22 situées à proximité du parc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

19. RÉHABILITATION DE LA RÉSIDENCE LUCIEN LEROUSSEAU – ÉCHANGE DE TERRAINS AVEC GIRONDE HABITAT

Dans le cadre de la démolition-reconstruction de la résidence Lucien Lerousseau et après accord des Services Fiscaux, le Conseil adopte l'échange de terrains, sans soulte, suivant :

- la Ville cède à Gironde Habitat une partie de la parcelle AM 727 pour une surface de 69 m²
- d'autre part, Gironde Habitat cède à la Ville une partie des parcelles AM 870, AM 874, AM 869 et AM 866 pour une surface de 414 m².

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

20. RÉSIDENCE DU CABESTAN – ACQUISITION POUR L'EURO SYMBOLIQUE DE L'EMPRISE DU CHEMIN PIÉTONNIER À GIRONDE HABITAT

La Ville envisage d'acquérir l'emprise du chemin piétonnier reliant la résidence à la route de Toulouse. Ce passage a été demandé par la Collectivité dans le cadre du permis de construire pour ouvrir la résidence sur le domaine public. Il est décidé de procéder à cette acquisition qui a reçu l'avis favorable du Service des Domaines.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

21. CESSION DE LA PARCELLE DE TERRAIN AS 292p SISE RUE DES QUATRE CASTÉRA

Il est décidé de céder gratuitement à la Communauté Urbaine de Bordeaux une partie de la parcelle AS 292p d'une superficie de 1.196 m², nécessaire à l'aménagement d'un giratoire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

22. CRÉATION D'UN « PORT À SEC » SUR L'AIRE D'HIVERNAGE

Les tarifs du « port à sec » conçu pour accueillir des bateaux de moins de 7 mètres sur remorque, sont fixés à compter du 1^{er} novembre 2004.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 34 VOIX POUR – 1 CONTRE

23. DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'EXTENSION DE LA STRUCTURE MULTI-ACCUEIL « FRIMOUSSE »

Dans le cadre du 4^{ème} Contrat Enfance, la Ville s'est engagée à augmenter la capacité d'accueil des enfants de 0 à 3 ans sur la commune. La participation de la Caisse d'Allocations Familiales et du Conseil Général sera sollicitée pour la réalisation des travaux dans cette structure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

24. DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'EXTENSION DE LA HALTE-GARDERIE « LES P'TITS CŒURS » EN STRUCTURE MULTI-ACCUEIL

Dans le cadre du 4^{ème} Contrat Enfance, la Ville s'est engagée à réorganiser la halte-garderie « Les P'tits Cœurs » en structure multi-accueil collectif. La participation de la Caisse d'Allocations Familiales et du Conseil Général sera sollicitée pour la réalisation de ces travaux d'extension.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR